

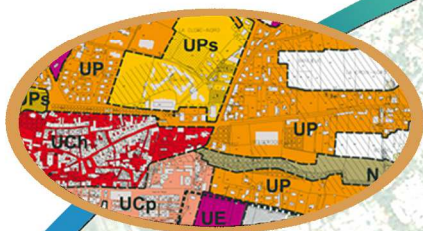


**DEPARTEMENT DE LA GIRONDE**

**COMMUNE DE PAUILLAC**

**Dossier de Consultation des Entreprises**

**Travaux AEP sur l'emprise des travaux VRD  
« Rue Aristide Briand, Pasteur et Franklin »**



**REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)**

**1.1.**



# MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)

### Maître de l'ouvrage

Commune de PAUILLAC

### Objet du marché

Travaux AEP sur l'emprise des travaux VRD  
« Rue Aristide Briand, Pasteur et Franklin »

### Remise des offres

Date limite de réception : 22/06/2018

Heure limite de réception : 12h00

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1</b>	<b>: OBJET DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2</b>	<b>: CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>4</b>
2-1.	ÉTENDUE ET MODE DE LA CONSULTATION.....	4
2-1 BIS.	MAITRISE D'ŒUVRE. ....	4
2-2.	DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS.....	4
2-3.	SOLUTIONS DE BASE. ....	5
2-4.	VARIANTES TECHNIQUES.....	5
2-5.	MODE DE REGLEMENT.....	5
2-6.	DELAI D'EXECUTION. ....	5
2-7.	MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION. ....	5
2-8.	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES. ....	5
2-9.	PROPRIETE INTELLECTUELLE DES PROJETS. ....	5
2-10.	MESURES PARTICULIERES CONCERNANT LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE. ....	5
<b>ARTICLE 3</b>	<b>: PRESENTATION DES OFFRES.....</b>	<b>6</b>
3-1.	PIECES DE LA CANDIDATURE. ....	6
3-2.	VARIANTE "ÉCHANGE DE DONNEES INFORMATISEES". ....	7
<b>ARTICLE 4</b>	<b>: JUGEMENT DES OFFRES. ....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 5</b>	<b>: COMPOSITION DU DOSSIER.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 6:</b>	<b>CONDITIONS DE RETRAIT DES DOSSIERS. ....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 7:</b>	<b>CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES.....</b>	<b>9</b>
7-1.	TRANSMISSION SUR SUPPORT PAPIER.....	10
7-2.	TRANSMISSION ELECTRONIQUE .....	11
<b>ARTICLE 8</b>	<b>: RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES. ....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 9</b>	<b>: RECOURS.....</b>	<b>12</b>

## ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION.

La présente consultation concerne les travaux AEP sur l'emprise des travaux VRD « Rue Aristide Briand, Pasteur et Franklin » sur la commune de PAUILLAC.

## ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION.

### 2-1. Étendue et mode de la consultation.

Le présent marché est un marché de type travaux, passé selon une procédure adaptée en application des articles 27 et 59 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Elle est lancée sans variante.

Modalités d'attribution : entreprise(s) séparée(s) ou groupée(s).

Conformément à l'article 51 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à l'article 45II du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, pour la bonne exécution de ce marché, la forme de groupement imposée, après attribution, sera le groupement solidaire.

Conformément à l'article 45 V du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C..

- Négociation : le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de négocier ou non à l'issue de l'analyse des offres, sans être tenu d'en informer l'ensemble des candidats. Cette négociation sera effectuée par mail ou sur rendez-vous.

### 2-1 bis. Maîtrise d'œuvre.

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

La SCOP ARL B.E.R.C.A.T.  
1, Rue André Messenger, 33400 TALENCE

### 2-2. Décomposition en tranches et en lots.

Le marché est composé d'un seul lot d'une seule tranche de travaux.

Le marché sera conclu selon l'offre qui sera retenue :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entrepreneurs individuels ou groupés solidaires.

### 2-3. Solutions de base.

Celle-ci doit être acceptée comme précisée dans les CCTP sans modification ou variante.

### 2-4. Variantes techniques.

Les variantes techniques ne sont pas autorisées.

### 2-5. Mode de règlement.

Le mode de règlement choisi par le maître de l'ouvrage est le mandat administratif. Le délai de règlement est de 30 jours.

### 2-6. Délai d'exécution.

Le délai d'exécution des travaux est laissé à l'initiative des candidats qui devront le préciser dans l'Acte d'Engagement. Il est fixé une période de préparation qui est comprise dans le délai d'exécution, sa durée est de 15 jours maximum. **Les travaux devront commencer au 10/09/2018 et être terminés impérativement avant le 28/09/2018.** L'absence de cette précision vaudra une pénalisation au niveau de la notation de l'offre (critère retenu dans le jugement de ces dernières).

Chaque candidat proposera un délai d'exécution et l'annexera à son offre.

### 2-7. Modifications de détail au dossier de consultation.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition présente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### 2-8. Délai de validité des offres.

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingt (180) jours. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

### 2-9. Propriété intellectuelle des projets.

Le présent projet est propriété intellectuelle de son concepteur, la SCOP ARL BERCAT.

### 2-10. Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé.

**2-10-1.** Le chantier est soumis aux dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application.

## **2-10-2. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.**

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994.

En conséquence, les entreprises seront tenues notamment de remettre un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.).

### **ARTICLE 3: PRESENTATION DES OFFRES.**

Le dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E.) est remis gratuitement aux entreprises.

Aucun cautionnement ne sera demandé aux candidats.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

L'acte d'engagement sera complété suivant les commentaires joints à ce document.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager l'entreprise sous quelque forme juridique.

#### **3-1. Pièces de la candidature.**

Le dossier à remettre par les candidats sera placé sous enveloppe cachetée qui contiendra les pièces suivantes :

**3-1-1. Les documents, certificats, attestations ou déclarations visés aux articles 50 à 54 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et à l'arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics :**

- Les déclarations datées et signées en original suivantes :
  - Le formulaire DC1 : lettre de candidature ou équivalent ;
  - Le formulaire DC2 : déclaration du candidat ou équivalent ;
  - Une déclaration sur l'honneur du candidat, justifiant qu'il n'entre pas dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics (Modèle en annexe).
- Les documents suivants :
  - Attestation bancaire ;
  - Attestation d'assurance garantissant notamment les responsabilités civiles et décennales des activités de l'entreprise ;
  - Extrait Kbis ;
  - Certifications et qualification professionnelles en adéquation avec la nature des travaux ;
  - Moyens humains et qualification du personnel en adéquation avec la nature des travaux ;
  - Moyens techniques de l'entreprise en adéquation avec la nature des travaux ;
  - Liste qualitatives et quantitatives des références de l'entreprise sur les 5 dernières années pour des marchés de travaux similaires.

Conformément à l'article 53 II du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs déjà transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables (postérieurs à mai 2017).

### **3-1-2. Un projet de marché** comprenant :

- Un acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché ; cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants désignés au marché (annexe de l'acte d'engagement en cas de sous-traitance). Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) cahier ci-joint à accepter sans modification ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) pour chaque lot, cahiers ci-joints à accepter sans modification ;
- La DPGF pièce contractuelle du marché à renseigner ;
- La Charte Chantier Propre, à accepter sans modification.

**3-1-3. Un mémoire justificatif** des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux.

A ce document seront joints des documents explicatifs, notamment :

- Une note illustrée concernant la méthodologie, les procédés, les moyens d'exécution et le plan d'assurance qualité envisagés ;
- Une note indiquant les mesures prévues pour assurer la sécurité, l'hygiène et les astreintes sur le chantier ;
- Une note indiquant les mesures prévues pour assurer la protection de l'environnement et le plan de gestion des déchets ;
- Une note concernant la provenance des principales fournitures et les références des fournisseurs correspondants ;
- Un planning avec le phasage, les ressources humaines et matérielles affectées pour la bonne exécution de ce chantier ;

### **3-2. Variante "Échange de Données Informatisées".**

Sans objet.

## ARTICLE 4: JUGEMENT DES OFFRES.

**Tout dossier incomplet sera jugé irrecevable.**

Il portera sur l'ensemble des travaux.

Le marché sera attribué à l'entreprise présentant l'offre économiquement la plus avantageuse selon les critères de pondération suivants :

- |                                        |           |
|----------------------------------------|-----------|
| 1. Le prix des prestations             | 50 points |
| 2. La valeur technique des prestations | 30 points |
| 3. Le délai d'exécution                | 20 points |

La note sur 100 sera établie sur le principe suivant :

- Prix des prestations : (valeur du prix le plus bas divisée par valeur du prix proposé) multiplié par 50 ;
- Valeur technique des prestations :
  - Pertinence du DPGF (2 points) ;
  - Une note concernant la méthodologie, les procédés, les moyens d'exécution et le plan d'assurance qualité envisagés (8 points) ;
  - Une note indiquant les mesures prévues pour assurer la sécurité, l'hygiène et les astreintes sur le chantier (5 points) ;
  - Une note indiquant les mesures prévues pour assurer la protection de l'environnement et le plan de gestion des déchets (5 points) ;
  - Une note concernant la provenance des principales fournitures et les références des fournisseurs correspondants (5 points) ;
  - Un planning avec le phasage, les ressources humaines et matérielles affectées pour la bonne exécution de ce chantier et un engagement écrit sur le respect de la date de fin des travaux (5 points).
- Délais : (Délai de l'entreprise le plus rapide divisée par le délai proposé par le candidat) multiplié par 20. Les délais seront appréciés sur la base du planning et devront être corrélés avec la note de phasage et de ressources. Tout délai anormalement bas non justifié aura une note de 0 points. Il est fixé une période de préparation qui est comprise dans le délai d'exécution, sa durée est de 15 jours maximum.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur la DPGF, prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.

Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant ; en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le décisionnaire se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions des prix forfaitaires qu'il estimera nécessaire lors de l'examen des offres.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations de l'article 55 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours.



## **ARTICLE 5: COMPOSITION DU DOSSIER.**

Le dossier de consultation des entreprises est constitué de 3 bordereaux dont le contenu est le suivant :

### **Bordereau 1 – Conditions d'appel à la concurrence**

- 1.1. Règlement de la Consultation

### **Bordereau 2 – Pièces constitutives du marché**

- 2.1 Acte d'engagement
- 2.2 C.C.A.P
- 2.3 C.C.T.P
- 2.4 DPGF
- 2.5 Charte Chantier Propre

### **Bordereau 3 – Pièces destinées à l'intelligence du dossier**

- 3.1. Plan de situation
- 3.2. Plan travaux

## **ARTICLE 6: CONDITIONS DE RETRAIT DES DOSSIERS.**

Les dossiers de consultation seront envoyés par mail aux candidats.

Le dossier de consultation des entreprises ne sera pas remis en version papier.

En application de l'article 43 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics et aux articles 39 à 42 du Décret n° 2016-360 du 26 mars 2016, les soumissionnaires pourront télécharger les documents dématérialisés du dossier de consultation des entreprises, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence via le site internet indiqué sur l'annonce légale.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait fait dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de la dite adresse électronique.

Par ailleurs, le fait qu'un opérateur économique ait consulté ou obtenu par voie électronique les documents mis en ligne par le pouvoir adjudicateur ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse adresser sa candidature et son offre sur support papier.

## **ARTICLE 7: CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES.**

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Les dossiers des candidats sont transmis par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception et d'en garantir la confidentialité. Ils pourront par conséquent :

- être transmis sur un support papier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal ;
- être remis sur un support papier au service des marchés publics contre récépissé, les jours ouvrés, à l'adresse suivante :

**Monsieur le Maire  
Commune de PAUILLAC  
Hôtel de ville  
1, Quai Antoine Ferchaud  
33250 PAUILLAC**

- être communiqués à la personne publique par voie électronique, dans les conditions fixées à l'article 7.2 du présent règlement de la consultation.

7-1. Transmission sur support papier

Dans les deux premiers cas ci-dessus, les pièces du marché demandées à l'article 3 devront être adressées sous enveloppe cachetée portant les mentions suivantes :

Monsieur le Maire

Offre pour :

COMMUNE DE PAUILLAC

TRAVAUX AEP SUR L'EMPRISE DES TRAVAUX VRD  
« RUE ARISTIDE BRIAND, PASTEUR ET FRANKLIN »

**"NE PAS OUVRIR avant la séance d'ouverture des plis."**

devront être remises contre récépissé à/au :

**Monsieur le Maire  
Commune de PAUILLAC  
Hôtel de ville  
1, Quai Antoine Ferchaud  
33250 PAUILLAC**

avant la date et l'heure indiquée dans la page de garde du présent règlement **OU** si elles sont envoyées par la poste, devront l'être à la première adresse susvisée, par pli recommandé avec avis de réception postal et parvenir à destination **avant** ces mêmes date et heure limites.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

## 7-2. Transmission électronique

Les candidats sont autorisés à transmettre, par voie électronique, leurs plis aux adresses suivantes :

- [f.fatin@mairie-pauillac.fr](mailto:f.fatin@mairie-pauillac.fr)
- [c.tournaux@mairie-pauillac.fr](mailto:c.tournaux@mairie-pauillac.fr)
- [m.dordique@mairie-pauillac.fr](mailto:m.dordique@mairie-pauillac.fr)
- [c.bos@mairie-pauillac.fr](mailto:c.bos@mairie-pauillac.fr)
- [laurent.rocco@bercat.fr](mailto:laurent.rocco@bercat.fr)

Ou sur la plateforme de dématérialisation à l'adresse suivante : <https://demat-ampa.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Par contre, la transmission des documents sur un support physique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

Il est à préciser que le choix du mode de transmission est irréversible. Ainsi, l'envoi d'un même pli sur support papier et par voie dématérialisée est interdit.

Concernant les conditions de présentation des plis dématérialisés, elles sont identiques à celles exigées pour les réponses sur support papier.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Open Writer, Open Calc, Word, Excel, .pdf.

Les documents déposés par les entreprises doivent pouvoir être lus par le plus grand nombre. Pour répondre sous format électronique, la personne habilitée à engager le soumissionnaire doit être titulaire d'un certificat électronique afin de signer son offre sachant que le niveau minimum de signature électronique exigé des candidats est le Niveau II (équivalent classe 3) de la PRI (Politique de Référencement Intersectorielle).

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

## ARTICLE 8: RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite aux adresses suivantes :

- [f.fatin@mairie-pauillac.fr](mailto:f.fatin@mairie-pauillac.fr)
- [c.tournaux@mairie-pauillac.fr](mailto:c.tournaux@mairie-pauillac.fr)
- [m.dordique@mairie-pauillac.fr](mailto:m.dordique@mairie-pauillac.fr)
- [c.bos@mairie-pauillac.fr](mailto:c.bos@mairie-pauillac.fr)
- [laurent.rocco@bercat.fr](mailto:laurent.rocco@bercat.fr)

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises consultées, 4 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

## **ARTICLE 9: RECOURS.**

- Recours gracieux :

**Monsieur le Maire  
Commune de PAUILLAC  
Hôtel de ville  
1, Quai Antoine Ferchaud  
33250 PAUILLAC**

- Recours amiable :

Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des Litiges relatifs aux Marchés Publics  
4B Esplanade Charles de Gaulle  
33077 BORDEAUX Cedex  
Tél : 05 56 90 65 30 / Fax : 05 56 90 65 00

- Juridiction administrative :

Tribunal Administratif de Bordeaux  
9 Rue Tastet  
33000 BORDEAUX  
Tél : 05 56 99 38 00 / Fax : 05 56 24 39 03